



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Chantilly, le 18 juillet 2019
N°1348

Communiqué de presse **Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances**

Publication du rapport de la Fondation Bill et Melinda Gates pour un partenariat du G7 en faveur de l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique – afin de remédier à la persistance des disparités entre les genres en matière d'inclusion financière en Afrique

- Le rapport met en évidence un écart persistant de 9 points de pourcentage entre hommes et femmes dans les économies en développement, qui est resté inchangé depuis une décennie;
- Il présente cinq piliers essentiels pour le G7 afin de soutenir l'inclusion financière, en particulier chez les femmes en Afrique.
- Des contributions à hauteur de 116 M\$ ont été annoncées aujourd'hui par la France, le Royaume-Uni et la Fondation Bill & Melinda Gates pour soutenir ces efforts, en appelant au soutien des autres pays du G7.

A la demande de la présidence française du G7, la fondation Bill & Melinda Gates a rédigé un rapport pour un partenariat en faveur de l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique. Ce rapport a été présenté par Melinda Gates, co-présidente de la fondation Bill & Melinda Gates, à la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G7 qui s'est tenue à Chantilly dans la matinée du 18 juillet.

Cette initiative s'inscrit dans la thématique centrale de la présidence française du G7 de lutte contre les inégalités, avec une attention particulière pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

A la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G7, Bruno Le Maire encouragera les Ministres des finances du G7 à contribuer à l'objectif de lever 255 millions de dollars pour financer les initiatives décrites dans le rapport qui permettront d'améliorer l'inclusion financière numérique, en Afrique, en particulier chez les femmes.

La Fondation Bill et Melinda Gates a annoncé qu'elle contribuerait jusqu'à 73 millions de dollars pour soutenir cet objectif, ce qui représente environ un tiers du montant total estimé.

La France a annoncé une contribution de 25 millions de dollars en faveur de la réglementation, des systèmes d'identification, des infrastructures de paiement et de recherche en plus des initiatives en cours de l'AFD en matière d'inclusion financière numérique. Le Royaume-Uni contribuera également à hauteur de 18.6 millions de dollars à l'identification numérique au travers de l'initiative de la Banque Mondiale ID4D.

Melinda Gates, coprésidente de la Fondation Bill & Melinda Gates, a déclaré: *«Je suis ravie de présenter ce rapport aux ministres des Finances du G7. Le système financier actuel exclut les femmes, exclut les pauvres et exclut les communautés rurales. Mais la technologie numérique ouvre des possibilités pour les intégrer. Si nous donnons suite aux recommandations de ce rapport, nous aiderons certaines des personnes les plus marginalisées au monde, avant tout les femmes, à se bâtir un avenir plus prospère. C'est pourquoi je suis fière d'annoncer que notre Fondation contribuera jusqu'à 73 millions de dollars aux initiatives présentées dans le rapport. J'espère que d'autres gouvernements du G7 se joindront à nous, ainsi qu'aux gouvernements français et britannique, pour investir dans des systèmes financiers numériques plus inclusifs qui rendent plus autonomes des millions de femmes en Afrique.»*

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a ajouté: *«Le gouvernement français soutient pleinement les initiatives exposées dans le rapport de la Fondation Gates car elles peuvent aider des millions de femmes africaines à sortir de la pauvreté et à leur donner les moyens de leur autonomie. C'est un moyen efficace et ciblé de lutter contre les inégalités - entre riches et pauvres et entre hommes et femmes. Avoir un compte bancaire est la première étape cruciale vers l'indépendance. C'est pourquoi nous consacrons 25 millions de dollars à cette initiative et encourageons les autres pays du G7 à faire de même.»* Améliorer l'inclusion financière des femmes en Afrique constitue en effet un outil essentiel de renforcement de la place des femmes et de l'égalité entre les genres dans les pays en développement. En témoigne l'écart



significatif dans les pays en développement entre les femmes et les hommes dans l'accès à un compte bancaire ou aux services de paiement mobiles, avec une différence de 13 points de pourcentage entre les femmes et les hommes en Afrique subsaharienne et qui s'élève à 20 points de pourcentage ou plus dans certains pays comme le Nigeria, le Bénin ou le Mali.

Dans ces conditions, agir de manière prioritaire sur cette thématique est de nature à apporter une contribution utile au développement de l'Afrique, en facilitant le développement des secteurs privés locaux et de l'entrepreneuriat, en particulier chez les femmes.

Les nouvelles technologies numériques constituent une opportunité pour progressivement résorber l'écart entre les femmes et les hommes en matière d'inclusion financière. La croissance à deux chiffres du nombre de propriétaires de téléphones mobiles au cours de la première moitié de la décennie a facilité l'accès à de nombreux outils et services numériques innovants sur l'ensemble du continent.

Toutefois, les avantages de l'ère numérique ne sont pas partagés équitablement. Les femmes - en particulier celles qui vivent dans la pauvreté et dans les communautés rurales - sont les plus susceptibles d'être du mauvais côté d'une fracture numérique persistante.

Dans ce cadre, le Partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique vise à aider les états africains à accélérer et à déployer les services financiers numériques sur tout le continent, en veillant à l'inclusion financière de plus de 400 millions d'adultes africains supplémentaires - dont près de 60 % sont des femmes.

Cinq piliers sont essentiels pour étendre l'inclusion financière numérique aux femmes en Afrique :

- (i) **Accélérer le développement de systèmes de paiement inclusifs et interopérables**, de façon à ce que les utilisateurs puissent réaliser leurs opérations facilement et en toute sécurité, quel que soit le service financier utilisé par la contrepartie. Les contributions en faveur de l'initiative ADFI de la Banque africaine de développement permettront de fournir une assistance technique et financière aux banques africaines et aux acteurs commerciaux pour l'élaboration d'une infrastructure de paiement sécurisée.
- (ii) **Améliorer l'accès aux systèmes d'identification numérique**. L'incapacité à prouver son identité est un des obstacles principaux à l'inclusion financière. Cela est particulièrement vrai pour les femmes, qui ont souvent plus de difficultés à obtenir une pièce d'identité officielle. Les contributions à l'initiative ID4D de la Banque mondiale permettront d'accompagner les gouvernements africains dans la conception et la mise en œuvre de systèmes d'identification numérique sécurisés.
- (iii) **Créer un cadre de régulation favorable à l'inclusion financière**. Un soutien du programme MM4P de l'UNCDF et l'Alliance pour l'inclusion financière permettrait d'aider les gouvernements africains à concevoir une réglementation financière qui suit le rythme des innovations technologiques et améliore l'inclusion financière des femmes, tout en élimant les risques associés aux nouvelles technologies.
- (iv) **Aider les pays à faire un état des lieux de leur préparation au digital**, afin de maximiser l'impact social et économique de l'inclusion financière numérique. Des contributions en faveur de la Blavatnik School of Government, un département de l'université d'Oxford, offriront la possibilité de secondar les gouvernements africains avec de la recherche et des diagnostics dégagant les priorités en termes d'investissement, tout particulièrement concernant l'accès des femmes aux outils numériques.
- (v) **Evaluer la façon dont les gouvernements peuvent utiliser au mieux les réformes des systèmes de paiement et d'identification** pour avoir un effet positif sur la vie des femmes. Certaines des contributions pourraient soutenir le programme de J-PAL, impliquant la collecte de données désagrégées par genre, afin de s'assurer que les réformes ne laisseront pas de côté les femmes les plus pauvres.

[Retrouver l'actualité de la filière finances du G7 et consultez le rapport « Partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique »](#)

Pour un accès aux données et infographies :



[Ecart entre femmes et hommes concernant les comptes bancaires en Afrique sub-saharienne](#)

[Ecart entre femmes et hommes concernant les comptes bancaire au niveau des pays](#)

[Supprimer l'écart entre femmes et hommes sur la possession \(2011-2017\)](#)

[Ecart entre femmes et hommes concernant l'accès aux téléphones portable en Afrique subsaharienne](#)

[Vidéo animée](#)

[Schémas du Global Findex](#) pour les graphiques dans le rapport.

Toutes les données du Findex, sur lesquelles sont basés les graphiques, sont disponibles en format base de données complète et en tableaux, sur le [site du Findex](#).

Contact presse : Cabinet de Bruno Le Maire - 01 53 18 41 13 presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr
Chantal Hughes, porte-parole du ministère de l'Economie et des Finances, +33 6 26 82 61 21
chantal.hughes@dgtresor.gouv.fr